



CONNEX : Nous vous aidons à rendre vos investissements étrangers directs plus durables



Les investissements étrangers directs (IED) sont essentiels au développement durable, en particulier dans les pays en développement et économies en transition. Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2014 de la CNUCED, les besoins mondiaux d'investissement se situent entre 5 000 milliards et 7 000 milliards de dollars par an entre 2015 et 2030. Les pays en développement seuls font face à un déficit d'investissement annuel de 2 500 milliards de dollars. Ce besoin a été repris par le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et approuvé par l'Assemblée générale des Nations unies, qui s'est engagé à « élaborer des politiques et, au besoin, à renforcer la réglementation pour mieux faire converger les incitations adressées au secteur privé et les objectifs publics, notamment les mesures qui incitent le secteur privé à adopter des pratiques viables à terme, et des politiques qui encouragent des investissements de qualité réalisés pour le long terme. » Étant donné les déficits actuels d'investissements mondiaux et l'engagement de l'Assemblée générale des Nations unies, il apparaît que les objectifs de développement durable de 2030 exigent une augmentation des IED, mais également un engagement actif du secteur privé.

Efficacité en matière d'investissements

Comme indiqué dans le Programme d'action d'Addis-Abeba, l'augmentation des IED n'est pas suffisante. Ces investissements doivent également être plus efficaces pour contribuer massivement à l'atteinte des objectifs de développement durable. L'amélioration de la qualité des investissements ne peut toutefois pas être gérée par les pays hôtes uniquement. Aux niveaux mondial et national, les responsables politiques doivent trouver un équilibre entre un climat propice à l'investissement, et la préservation des intérêts publics des pays hôtes. Les objectifs de développement durable 2017 demandent spécifiquement la création de partenariats afin de « renforcer les moyens de mise en œuvre et de redynamiser les partenariats mondiaux pour le développement durable. »

Pour améliorer l'efficacité des IED, il est nécessaire de s'assurer que les termes des investissements sont négociés équitablement afin d'obtenir une participation maximale au développement économique, social et environnemental des pays hôtes, et que cela se déroule dans le contexte des mécanismes de gouvernance équitable. L'Unité d'assistance CONNEX a été créée spécifiquement pour aider les pays hôtes à augmenter les bénéfices des investissements en leur fournissant une aide complète et multidisciplinaire lors de la

négociation de contrats d'investissements complexes, initialement concentrés sur les projets d'extraction.

CONNEX apporte la solution aux problèmes de négociation des contrats miniers

La négociation des contrats miniers est complexe et ardue. Le gouvernement hôte doit être capable d'évaluer la quantité et la qualité de ses gisements de minerai, tout en gérant les outils financiers disponibles afin de maximiser les revenus. Il doit également s'assurer dès le départ que le projet est socialement et environnementalement durable. En plus d'une équipe d'experts environnementaux et financiers, le gouvernement hôte a besoin d'une équipe juridique pour négocier les termes du contrat.

Beaucoup d'économies en développement ou en transition n'ont malheureusement pas d'équipe interne possédant l'expertise requise ou les ressources financières nécessaires pour rassembler une telle équipe. Cela les met dans une situation défavorable lors de la négociation avec les investisseurs, qui finit par les désavantager dans la maximisation des bénéfices et des revenus nécessaires aux objectifs de développement durable. L'Unité d'assistance CONNEX propose de corriger cette situation, en garantissant aux gouvernements hôtes un accès à des équipes multidisciplinaires lors de la négociation de contrats d'investissements complexes.

Impression :

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement. Ses contenus relèvent de la seule responsabilité du GIZ et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UE ou du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement.

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Siège social de Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 36+40
53113 Bonn, Allemagne

T +49 228 44 60-0

F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Allemagne

T +49 61 96 79-0

F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Contact :

CONNEX
Support Unit Secretariat
Potsdamer Platz 10
10785 Berlin, Allemagne

E support@connex-unit.org

I www.connex-unit.org

Conception :

MediaCompany – Agentur
für Kommunikation GmbH

Crédit photos :

Dirk Ostermeier/GIZ



Co-funded by the European Union



Mis en œuvre par

